



Circulaire n° 3796

Circulaire

aux administrations communales,
et
aux syndicats de communes.

Objet : COVID-19 – Séances des organes communaux et syndicaux

Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre,
Madame la Présidente, Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre un certain nombre d'informations utiles pour l'application pratique de mesures de crise que le Gouvernement a prises pour déroger à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et mises en œuvre par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Les articles 10 et 11 du règlement précité ont pour but d'assurer que les conseils communaux et les collèges des bourgmestre et échevins puissent continuer à se réunir et que leurs séances se déroulent dans des conditions tenant compte du contexte de crise actuel et de nature à protéger la santé des élus ainsi que de lutter contre la propagation du virus.

A côté du régime traditionnel des séances des organes communaux, le conseil communal peut désormais se réunir dans une salle autre que la salle habituelle de la maison communale sans que l'approbation de la ministre de l'Intérieur ne soit requise. Ceci notamment pour permettre aux élus de recourir à des lieux de réunion où les distances interpersonnelles pratiquées actuellement peuvent être respectées. Le collège des bourgmestre et échevins pouvait déjà, avant les mesures de crise, choisir son lieu de réunion qui ne devait pas se trouver à la mairie de sorte qu'une dérogation à ce régime n'était pas nécessaire.

De plus le conseil communal et le collège des bourgmestre et échevins ont la faculté d'organiser des séances par visioconférence de sorte que les élus sont dispensés d'être physiquement présents dans ce cas.

Il est possible encore de combiner à la même séance la présence physique de certains conseillers et la participation d'autres par voie de visioconférence.

Finalement le vote par procuration est admis dans les séances de chaque organe, quel que soit le mode selon lequel elles sont tenues donc aussi pour les séances organisées par visioconférence. Le conseil communal a la faculté de préciser des modalités supplémentaires quant au recours à la procuration dans son règlement d'ordre intérieur.

Les conditions de quorum sont maintenues, ce qui veut dire que dans toutes les séances des organes la majorité des membres en fonctions doit être présente pour délibérer, soit physiquement soit en participant par visioconférence. Il y a lieu d'en tenir compte notamment dans le contexte du vote par procuration.

Il n'a pas été dérogé ni au principe de la publicité des séances, ni à l'exception des séances à huis clos. Etant donné cependant que l'article 1^{er} du règlement grand-ducal précité interdit la circulation du public et qu'il n'existe pas d'exception pour se déplacer aux réunions publiques du conseil communal, celles-ci se déroulent forcément en l'absence de public. De même pour les réunions par visioconférence où la présence du public est matériellement impossible.

Ces séances ne constituent pas pour autant, juridiquement parlant, des séances à huis clos. Afin cependant d'éviter des malentendus sur l'accessibilité du public aux séances du conseil communal, il est recommandé au collège des bourgmestre et échevins de préciser sur la convocation adressée aux conseillers et communément publiée par affiche ou en ligne que le public n'est pas admis pour les raisons précitées.

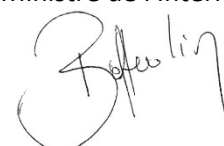
Dans le souci de respecter la liberté de la presse garantie par la Constitution et de concert avec le ministère des Communications et des Médias je recommande aux autorités communales d'accepter la présence des représentants des médias aux séances du conseil communal auxquelles les membres du conseil communal sont physiquement présents, ceci en prenant les précautions nécessaires à la préservation de la santé de chacun.

Il est loisible aux autorités communales d'organiser des retransmissions de séances du conseil par les moyens techniques qui sont à leur disposition.

Par analogie ces règles s'appliquent également pour les comités et les bureaux des syndicats de communes.

Veillez agréer, Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

La Ministre de l'Intérieur



Taina Bofferding